

tion a toujours été l'apanage des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'idée d'une élection plus populaire par l'Assemblée générale a été rejetée à Dumbarton Oaks, en 1944, puis, de nouveau, à San Francisco, en 1945. L'Assemblée générale se contente d'entériner le choix du Conseil, conformément à l'article 97 de la Charte qui précise que «le Secrétaire général sera nommé par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité».

De toute évidence, pour faire l'affaire, un candidat doit bénéficier du soutien des grandes puissances. Donc, étant donné les dures réalités de la Guerre froide, lesdites puissances ont opté pour le plus petit dénominateur commun. Pour éviter un veto, ce sont les références en tant que «diplomate présentable qui ne ferait pas de vagues» qui sont devenues la partie essentielle du curriculum vitae d'un candidat possible, suivie par l'«obligation» de rotation régionale du poste. Bien entendu, certains membres permanents ont établi d'autres critères. Ainsi, Paris a toujours insisté pour que les candidats parlent assez bien français.

M. HAMMARSKJÖLD S'EST FAUFIÉ ET IL A surpris les cinq permanents. En effet, on s'était attendu à un technocrate apolitique du Fonds Marshall alors qu'en définitive, il s'est avéré être le plus dynamique des cinq Secrétaires généraux que l'ONU a eu à ce jour. Néanmoins, dans le choix des candidats, on tient trop peu compte des qualités de dirigeant ou des capacités de gestionnaire des personnes. La désignation de M. Kurt Waldheim en 1971, puis la reconduction de son mandat en 1976 sont la preuve de cette négligence flagrante. Le processus de sélection en est arrivé à se caractériser par un manque d'intérêt et par des consultations et une recherche insuffisantes, au point qu'il faut complètement le revoir.

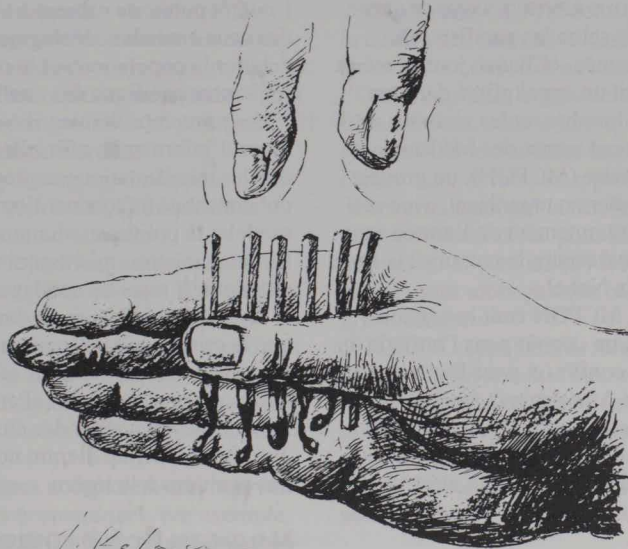
Les sociétés importantes, les grands journaux, les universités réputées cherchent à recruter les meilleures hommes et femmes pour leurs postes de haute direction. Même pour les gouvernements, il devient de plus en plus manifeste, au vu des bouleversements qui ont secoué la politique internationale ces toutes dernières années, que les intérêts des États membres seraient eux aussi mieux servis à long terme, tant individuellement que collectivement, si les Nations Unies avaient à leur tête quelqu'un de fort plutôt qu'une personnalité acceptable politiquement.

La fin de la Guerre froide signifie que de nombreux obstacles qui avaient empêché les instances internationales d'agir efficacement disparaissent. Après une quarantaine d'années d'atermoiements, plus que jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons des chances de nous acheminer sans faiblir vers le multilatéralisme. L'heure a sonné de choisir une direction internationale vigoureuse.

La Charte elle-même est vague quant aux qualifications requises, les articles 100 et 101 précisant seulement que le Secrétaire général et le personnel «ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation» et font preuve de «plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité». Pourtant, l'ONU a besoin de directives plus précises. Il est temps de chercher pour la plus haute charge un candidat qui soit très

cultivé, ouvert, autonome et créatif, qui ait des convictions, du dynamisme et aussi une bonne dose de bon sens.

Quels sont les principaux éléments de la description de poste ? La préoccupation essentielle, tant à l'époque où la Charte fut rédigée qu'aujourd'hui, c'est la paix et la sécurité internationales. La participation de l'ONU à la gestion des conflits, stimulée par une demande croissante depuis 1988 d'interventions des casques bleus, s'est accrue avec la guerre du Golfe. Au nombre des tâches que la crise du golfe Persique a ajouté au programme de l'ONU figurent la coercition, l'acheminement, même contre le gré de certains, de secours humanitaires, la gestion d'un fonds pour réparations de guerre et la destruction des



capacités d'armements chimiques et nucléaires de l'Irak. Or, ces tâches entament le principe sacrosaint de la souveraineté nationale énoncé au paragraphe 2 de l'article 7 de la Charte. Alors que les opérations traditionnelles de maintien de la paix, qui consistaient à interposer une force tampon entre des belligérants, supposaient de l'exécutif un certain détachement, de la prudence et du tact, les tâches qui se profilent aujourd'hui à l'horizon exigent plus de vision et de culot.

DE PLUS, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU DOIT défendre haut et fort les droits de la personne et il doit éduquer le public sur les questions relatives au développement et à l'environnement. Pour mieux utiliser la «chaire» formidable qu'offrent les Nations Unies pour embarrasser ou cajoler les gouvernements, il faut aussi quelqu'un qui voit loin et qui ait un penchant pour le risque. Outre gérer l'ordre du jour mondial, le Secrétaire général doit aussi gérer une bureaucratie tentaculaire et complexe, une armée de casques bleus et une légion de chercheurs, de techniciens et de membres des sections humanitaires. Il devient urgent de trouver un gestionnaire de premier ordre capable de définir de nouveaux moyens de créer une synergie entre des organisations «imparfaites» de la soi-disant «famille» des organes spécialisés de l'ONU (FAO, OMS, OIT, etc.). Ceux-ci traduisent une approche sectorielle du monde, alors que le système international réclame, pour la résolution des problèmes, des approches plus globales et synthétiques. De plus, un nombre grandissant d'organismes non gouverne-

mentaux travaillant dans les mêmes secteurs ont besoin d'agir en harmonie avec l'ONU.

Un des principaux défis que le prochain «patron» des Nations Unies aura à relever consistera à mieux utiliser un système extrêmement décentralisé du gouvernement planétaire. «Coordination» et «avantage comparatif» sont deux concepts théoriques qui, en pratique, n'existent pour ainsi dire pas. Ainsi, même un observateur aguerri a du mal à maîtriser les acronymes de la foule d'organismes gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux qui se portent au secours du Bangladesh après qu'une catastrophe naturelle s'est abattue sur le pays ou du Kurdistan, frappé par un cataclysme d'origine humaine. Non seulement des gouvernements déploient en ce moment des efforts sans grande coordination avec d'autres gouvernements, mais des organismes des Nations Unies font la même chose sans se consulter entre eux ni tenir le réseau des organisations non gouvernementales informé. Il faut que cela change.

De l'aveu général, le Secrétaire général accomplit en fait à lui seul le travail de trois ou quatre personnes. Il est certes probable que nul ne s'acquitterait convenablement de toutes les tâches, mais il n'en est pas moins inacceptable que l'on choisisse quelqu'un qui n'est pas le plus à même de remplir n'importe laquelle d'entre elles. Or, c'est ce qui arrivera, immanquablement, au terme de l'actuel processus de sélection.

ON MURMURE EN CE MOMENT À NEW YORK que M. Pérez de Cuéllar pourrait envisager d'accepter un nouveau mandat, plus court, disons d'une année ou deux. Même si l'intéressé lui-même a répété que telle n'est pas son intention, il lui serait difficile de dire non si les cinq membres permanents du Conseil de sécurité lui demandaient de rester. La France l'a toujours défendu contre vents et marées et, depuis peu, l'Union soviétique et la Chine font des commentaires positifs sur les résultats qu'il a obtenus.

De fait, cette solution provisoire serait assez sensée si, en contrepartie, le Conseil de sécurité créait un comité de recherche indépendant qui se mettrait sérieusement en quête d'un homme ou d'une femme autonome et imaginatif capable de prendre la suite de l'actuel Secrétaire général. Beaucoup oublient souvent que se porter candidat à ce poste à la manière d'un homme politique briguant un siège parlementaire en Occident ne date que de Kurt Waldheim. En fait, il se peut que la meilleure personne occupe actuellement d'autres fonctions et n'ait ni le temps ni l'envie de faire campagne pour le Secrétariat général. D'ailleurs, il est presque certain qu'elle ne se chargerait pas de sa propre campagne.

Il est grand temps que les Nations Unies élargissent leurs horizons hors du bassin des habituels candidats gouvernementaux qui ont des appuis à New York. Il est fort possible que l'on choisira un Africain. Cependant, on devrait attacher bien plus d'importance à la bonne vieille compétence et aux qualifications qu'aux origines géographiques et rechercher quelqu'un qui défende la paix et la justice internationales avec dignité, quelqu'un qui n'ait pas peur, qui ne mâche pas ses mots et qui sache s'exprimer, quelqu'un qui montre l'exemple pour demain. □